

Conférences LES JEUDIS DU TEMPS

2024

TEMPS UTOPIES & TRANSITIONS #2

VERS LA SOBRIÉTÉ

BAPTISTE MYLONDO

ENSEIGNANT EN ÉCONOMIE
ET PHILOSOPHIE POLITIQUE À SCIENCES PO LYON

Retrouvez toutes nos conférences sur :

metropole.rennes.fr/le-bureau-des-temps



Conférences LES JEUDIS DU TEMPS

14 mars 2024

TEMPS utopies & transitions #2 Vers la sobriété

Intervenant : Baptiste Mylondo, enseignant en économie et philosophie politique à Sciences Po Lyon

Ouverture

Dans le prolongement de la conférence du 14 décembre 2023, où Hadrien Klent partageait sa vision d'une société libérée du travail contraint, Baptiste Mylondo invite à interroger la valeur du temps afin de penser d'autres modèles de société, soutenables, équitables et inclusifs, où la sobriété serait une réponse aux crises écologiques, économiques et sociales.

La conférence a été introduite par une vidéo tirée de la série de films « La vie pro en moins » réalisée par l'artiste rennais Thomas Tudoux dans le cadre de son projet « Pros du quotidien », autour des notions de temps libéré, de travail, d'inactivité. Des étudiantes en IUT Carrières sociales ont interviewé des jeunes retraités, dont elles ont repris les paroles devant la caméra. Ce dispositif, que l'artiste a qualifié de « provocation plastique expérimentale », crée une sorte de distorsion cognitive porteuse d'un décalage à la limite du non-sens. Thomas Tudoux propose une approche critique et grinçante de notre société hyperactive. Il traque l'expression du culte de la performance, les injonctions permanentes au dépassement de soi, ce qui l'amène à s'intéresser à l'accélération et à l'intensification de l'existence et à la place laissée au repos.

Une conférence proposée par le Bureau des Temps de Rennes
Retrouvez nos conférences sur metropole.rennes.fr/le-bureau-des-temps

DE L'ACCÉLÉRATION À LA DÉPOSSESSION DE NOTRE TEMPS

Le sociologue allemand Hartmut Rosa relève trois formes d'accélération. Une accélération sociale : la société change de plus en plus vite. Une accélération technique : les moyens de transport, de communication, etc., nous permettent d'aller de plus en plus vite. Une accélération du rythme de vie : au cours d'une journée, nous multiplions le nombre d'expériences vécues. Cela induit trois types de comportements qui accélèrent le rythme de vie. Premièrement, le multitasking, qui consiste à faire plusieurs choses en même temps. Deuxièmement, la taylorisation du quotidien, avec un séquençage des tâches et la réduction du temps consacré à chacune. Troisièmement, l'élaboration de to-do list dont on ne peut jamais venir à bout, dans cette société de croissance où toujours plus d'activités s'imposent à nous. En fin de compte, la promesse d'accéder à des innovations qui permettent de gagner du temps ne marche pas. Cela tient d'abord à l'« effet rebond », en vertu duquel les gains de temps entraînent des changements des comportements qui annulent ces gains. Nous subissons aussi une suroccupation qui résulte d'une approche économique du temps pensé comme une ressource rare à économiser et optimiser, y compris dans nos temps libres. Elle a pour conséquence un accaparement, dans le sens d'une dépossession de notre temps soumis aux impératifs du productivisme.

LIBÉRER LE TEMPS

Le philosophe André Gorz prônait un temps libéré des nécessités et des contraintes économiques. Cela implique de revaloriser le temps libre. Dans une société productiviste, le temps libre est abordé soit comme un temps de repos visant à reconstituer nos forces avant de retourner au travail, soit selon une approche marchande où la valeur de notre temps libre est évaluée selon le revenu que l'on peut lui consacrer : si l'on a un revenu conséquent, notre temps libre vaut quelque chose, sinon il devient juste un temps vide. Par ailleurs, l'idée de temps libre induit deux grandes peurs dans notre société : la peur du vide, à titre collectif (il faut faire tourner l'économie pour créer des emplois) et individuel (il faut remplir nos journées), et la peur du vice (ne pas travailler, c'est être fainéant ou faire n'importe quoi). Pour André Gorz, il ne faut pas avoir peur du vide ni du vice, mais il faut s'organiser pour laisser plus de temps et d'espace pour le temps libéré, c'est-à-dire pour des activités autonomes, librement choisies, qui font sens et qui sont des fins en soi. Le temps libre a également pour intérêt d'être sujet à « l'effet réseau » : si l'on est nombreux à posséder le même bien, ce bien gagne de la valeur d'usage. C'est aussi valable pour le temps. Dès lors, les conditions d'occupation

de ce temps libéré changent drastiquement.

DES UTOPIES À EXPLORER

Dans son ouvrage « Le refus du travail », le sociologue britannique David Frayne interroge des personnes qui, par choix ou par contrainte, ont fait reculer drastiquement la place de l'emploi dans leur vie, et ont trouvé différents types de plaisirs à augmenter leur temps libéré : faire les choses soi-même, prendre son temps, apprécier les activités que l'on est en train de faire, etc. Plusieurs options sont possibles pour faire advenir ce temps libéré. On pourrait verser à tous un revenu inconditionnel tout au long de la vie, sans conditions et sans contrepartie. On pourrait aussi permettre à chacun de réduire son temps de travail sans avoir à se justifier auprès de son employeur. Mais pour réellement changer le rapport au temps, il faudrait instaurer la semaine de 3 jours. Ainsi le travail ne serait plus le temps dominant et structurant, et l'on aurait plus de place, dans nos longs week-ends, pour des activités plus importantes. Dans sa brochure « Travailler une heure par jour », le collectif Bizi [« vivre » en basque] va jusqu'à prôner la mise en place de la semaine de 5 heures en divisant par deux la production et en augmentant la productivité. Pour ce faire, il propose d'augmenter la population active en travaillant à partir de 16 ans, et en supprimant la retraite afin de lisser le temps de travail sur l'ensemble de la vie – en partant du principe que si l'on travaille peu, on peut travailler longtemps. Cela permettrait de ne plus faire du travail le temps central de notre vie, à aucun moment de notre vie.

L'EXEMPLE INSPIRANT DES ZAPATISTES

L'expérience d'organisation économique des zapatistes au Chiapas (Mexique) est celle qui se rapproche le plus des propositions du collectif Bizi. Les zapatistes se pensent comme une société où le temps libre est le temps structurant de leur vie, et non un temps résiduel. L'organisation du travail qu'ils ont mise en place vise trois objectifs : travailler moins, se déspecialiser, démarchandiser. Dans cette optique, leur vie est structurée en différents temps. Un premier temps consacré aux tâches « productives », qui représente 12 à 16 heures par semaine et qui a été obtenu en divisant par deux la production et en augmentant la population active. Un second temps dédié aux activités de formation et à l'organisation de la vie collective (activité politique, gestion des conflits, entretien des infrastructures et des biens communs, apprentissage, recherche fondamentale, etc.), qui représente 10 à 12 heures par semaine. Ces deux temps représentent 22 à 28 heures par semaine, soit environ 4 heures par jour. Le reste du temps est du temps disponible.

APPRENDRE À APPRÉHENDER LE TEMPS LONG

On peut identifier un paradoxe entre l'urgence de ralentir et l'urgence de traiter le temps long. C'est aussi une impasse politique. Depuis 1945, on observe une grande accélération en matière de population, de PIB, de distances parcourues, de tourisme, de CO2 rejeté dans l'atmosphère, etc., sans disposer des outils politiques pour y faire face. En effet, si nos institutions gèrent très bien le temps court, elles ne savent pas gérer les problématiques de temps long, dont le rendement électoral est nul. Une première solution serait, comme dans « L'An 01 », de se dire : on arrête et on réfléchit. En Grande-Bretagne, lors du premier choc pétrolier, le temps de travail avait été réduit à 3 jours par semaine pour limiter la consommation de pétrole. Il faudrait réussir à créer le même type de choc face à l'urgence climatique – mais nous ne sommes peut-être pas en mesure de créer ce sentiment d'urgence. Une deuxième idée, proposée par Dominique Bourg, Pierre Rosanvallon ou Bruno Latour, serait de créer une institution de type « chambre du futur », dont la mission serait de penser les questions politiques sur le temps long (20 ans, 30 ans, un siècle ou plus) afin de questionner la cohérence de nos politiques. Cela nous amènerait à choisir, entre la réduction des émissions de CO2 et l'augmentation du commerce international, l'option la plus profitable sur le temps long.

RENDRE ACCEPTABLE L'IMPÉRATIF DE SOBRIÉTÉ

Il faut acter l'échec du discours porté dans le champ de l'écologie radicale, sur les limites naturelles et le nécessaire renoncement à la croissance. D'une part, ce discours n'est pas vendeur, notamment face aux concepts de croissance verte ou de développement durable. D'autre part, il y a un décalage temporel entre nos actions et les conséquences de nos actions, en raison de deux biais cognitifs : d'un côté nous avons tendance à privilégier les gains immédiats plutôt que des gains futurs même plus importants, et de l'autre nous avons tendance à minimiser les coûts futurs, même s'ils sont énormes, et à donner trop de poids aux coûts immédiats. Ainsi, agir contre le dérèglement climatique suppose un coût immédiat en termes de confort de vie, pour des gains futurs, tandis que ne pas agir procure des gains immédiats, pour des coûts futurs. Ce décalage temporel fait que l'on a du mal à se mettre en mouvement. Il faudrait plutôt axer le discours sur les limites sociales de la croissance et sur le « paradoxe d'Easterlin » : passé un certain seuil de richesse, la croissance ne contribue plus au bonheur, en raison du processus d'accélération, de la compétition positionnelle qui fait de certains des gagnants et de nombreux autres des perdants, de la tyrannie du choix parmi une profusion de biens et services, et de l'accoutumance à la richesse. La croissance ne contribuant plus à notre

bonheur, on aurait tout intérêt à en sortir pour gagner en quiétude et voir se concrétiser la promesse du temps libéré.

RALENTIR COLLECTIVEMENT

La vitesse aujourd'hui est source d'inégalités et d'injustices : plus on est riche, plus on a la possibilité d'aller vite, à l'image du TGV, plus rapide mais aussi plus cher que le train classique. Dans les années 1970, le philosophe Ivan Illich avait développé le concept de « vitesse généralisée » qui prenait en compte, pour calculer la vitesse moyenne de déplacement, non seulement la distance et le temps de déplacement, mais aussi le temps de travail nécessaire pour payer les frais liés à ce déplacement (achat du véhicule, carburant, assurance, entretien, etc.). Il avait ainsi calculé que l'automobiliste américain moyen se déplaçait à 5 km/h, et mis en évidence que plus le salaire horaire était élevé, plus la vitesse généralisée était elle aussi élevée, car le temps de travail nécessaire pour payer les frais de déplacement diminuait. De façon générale, chaque innovation permettant d'augmenter la vitesse génère de l'inégalité, des injustices et de la discrimination : sortir de la logique d'accélération serait donc un pas vers davantage de justice sociale, ce qui peut motiver à choisir cette voie. Par ailleurs, notre accélération technique est permise par des outils numériques obtenus en grande partie grâce à l'exploitation et au ralentissement d'une grande partie de la population mondiale : cette question de justice globale devrait elle aussi nous inciter à changer de voie. En conclusion, il faut garder à l'esprit la nécessité de remettre en cause la croissance et de son monde, c'est-à-dire tout un imaginaire et un ensemble de valeurs, et se fixer sur cette promesse de davantage de temps libéré pour davantage de quiétude.

ÉCHANGES

Que pourriez-vous dire sur la philosophie du travail et notamment sur l'éthique laborieuse ?

Notre société adhère à la valeur travail entendue comme survalorisation de l'emploi. Pour en arriver là, il a fallu une révolution laborieuse. Le travail comme moyen de subsistance est devenu l'emploi comme finalité. Cela a fait de l'emploi un bien à part entière et le produit final de la croissance économique. C'est une logique difficile à inverser. Pourtant, cette révolution laborieuse ne s'est pas produite sans heurts. Pour y parvenir, on a joué sur l'idée que le citoyen moderne acquiert sa dignité par le travail, que la participation à la société implique de participer à l'effort productif, que le travail est épanouissant et qu'il permet d'accéder à la prospérité. Cette éthique laborieuse a fait de l'emploi à plein temps la norme, en délégitimant tout autre choix. Dans « Le refus du travail », David Frayne

pointe les coûts sociaux et symboliques de cette logique, et notamment le sentiment d'être défaillant quand on refuse le travail. Si l'on n'est pas en accord avec la valeur travail entendue comme survalorisation de l'emploi, on est hors norme et on nous le fait payer. Quand on choisit ce type de stratégie, il faut avoir le courage de partir à la bagarre.

Comment réduire le temps de travail dans un contexte d'abandon des énergies fossiles, donc de baisse de la productivité ?

Si l'on abandonne les énergies fossiles, il faudra remplacer les machines par des bras. Si je suis d'accord sur ce raisonnement que tiennent par exemple Dominique Méda et Jean Gadrey, j'ai des réserves sur la position consistant à dire que, même dans une société post-croissance, il y aura de l'emploi pour tout le monde. Dans mon optique, l'objectif d'une société n'est pas de donner un emploi à tout le monde ni de considérer l'emploi comme le produit final de l'activité économique. Mon raisonnement est plutôt de dire qu'il faudrait réussir collectivement à consacrer le moins de temps possible aux activités que l'on n'a pas envie de faire. On peut sans doute se fixer collectivement comme objectif de travailler le moins possible. Pour cela, il faudra produire moins, et donc se demander ce qui vaut la peine d'être produit. C'est comme cela, à mon sens, que l'on peut réduire le temps de travail.

Que pensez-vous de la « théorie du donut » ?

Cette théorie reprend le concept d'« espace écologique » des Amis de la Terre, selon lequel notre activité devrait s'inscrire dans un cadre impliquant un plafond et un plancher. J'utilise ce concept pour défendre un plafonnement des rémunérations et un revenu inconditionnel pour tous. Je défends aussi un plancher de reconnaissance et d'estime de soi, et un plafond qui permette d'empêcher le mépris social ou l'exploitation ; et, au plan démocratique, un plancher de niveau de vie qui permette d'accéder aux biens et services essentiels et favorise la participation effective à la société, et un plafonnement des rémunérations pour éviter une confiscation du pouvoir via l'achat de médias.

Qu'est-ce que le temps juste ? Si le TGV coûte 20 euros de plus que le TER, est-il plus rentable de gagner du temps ?

Tant que l'on reste dans cette logique de rentabilité, on ne peut pas se poser la question du temps juste. Le TER et le TGV ne rendent pas possible le même type de déplacements. Le TGV va rendre possibles des déplacements longs, rapides et réversibles. S'il n'y avait plus que des TER, de nombreux déplacements ne seraient plus possibles, mais cela rendrait possibles des événements plus locaux. Ce n'est pas la même société. Lors de vacances en Roumanie, mon train avait une heure de retard, mais comme les trains roulent lentement, et qu'il faut 8 heures

pour parcourir l'équivalent de la distance de Lyon à Paris, avoir une heure de retard au départ ne change strictement rien. Ce n'est pas le même rythme, pas le même tempo, pas la même société. Le temps juste est donc une question politique qu'il faudrait se poser collectivement. Quel est le niveau de vitesse auquel on aspire ? Quels possibles et quelles inégalités cela ouvre-t-il ?

Existe-t-il des livres sur le fait, dès la petite enfance, d'inciter à travailler plus et toujours plus vite ?

Plusieurs livres abordent la question du lien entre éducation et impératif de productivité. L'ouvrage collectif « Éduquer en anthropocène » montre qu'il faudrait au plus vite changer le regard que l'on pose sur l'éducation et la manière dont on éduque. On dit aux jeunes élèves qu'il faut bosser beaucoup, avec comme carotte le fait d'accéder à un emploi qui sera valorisé et bien payé. C'est aux antipodes de ce qu'il faudrait dans notre société. Il faudrait se poser la question de la justice, des inégalités, de plein de choses qui échappent au spectre de l'Éducation nationale. Les injonctions qui sont faites aux élèves de manière générale ne sont pas cohérentes avec l'accord de Paris. Dans « Les pédagogies critiques », Irene Pereira et Laurence de Cock reviennent sur des expériences qui posent la question des discriminations, des inégalités, des injustices et de l'oppression qu'implique le processus scolaire. Dans « Une société sans école », Ivan Illich imagine à quoi pourrait ressembler une société où l'on remettrait l'école à sa place. Son point de départ est de dire que ce n'est pas à l'école que l'on apprend l'essentiel des choses que l'on sait. Ça ne veut pas dire que l'école ne sert à rien, mais on lui accorde une place symbolique et un temps trop importants, alors qu'il y a plein de choses très importantes en termes d'apprentissage qui se passent hors de l'école. Il faudrait réussir à rééquilibrer tout ça pour remettre en cause le rôle de classement que joue l'école et les aspirations que cela façonne.

BAPTISTE MYLONDO

Baptiste Mylondo est enseignant en économie et philosophie politique à Sciences Po Lyon, traducteur et auteur de plusieurs ouvrages. Il publie son premier livre en 2005 «Des caddies et des hommes : consommation citoyenne contre société de consommation» puis «Non au temps plein subi ! Plaidoyer pour un droit au temps libéré» en 2013. Son dernier ouvrage s'intitule «Ce que nos salaires disent de nous» (2023).

RÉFÉRENCES

Ouvrages de Baptiste Mylondo :

Un revenu pour tous ! Précis d'utopie réaliste
2010

Non au temps plein subi ! Plaidoyer pour un droit au
temps libéré (avec Samuel Michalon et Lilian Robin)
2013

Ce que nos salaires disent de nous
2023

AUTRES RÉFÉRENCES :

Une société sans école
Ivan Illich - 1970

Accélération et aliénation, une critique sociale du temps
Hartmut Rosa - 2010

Travailler une heure par jour
Collectif Bizi ! - 2013

Le refus du travail
David Frayne - 2015

Les pédagogies critiques
Irène Pereira et Laurence de Cock - 2019

Éduquer en anthropocène
Ouvrage collectif - 2019

L'urgence de ralentir
Documentaire de Philippe Borrel - 2014

Ralentir ou périr
Timothée Parrique - 2022

Travailler moins pour vivre mieux.
Guide pour une philosophie antiproductiviste
Céline Marty - 2021

Mettre en œuvre des actions d'accompagnement aux
changements de comportements
Nicolas Fieulaine - 2023

Bâtir la civilisation du temps libéré - 2013,
Métamorphoses du travail - 2004
André Gorz

Conférences
du **TEMPS**



02 23 62 20 95 | temps@rennesmetropole.fr
metropole.rennes.fr/le-bureau-des-temps

 **RENNES**
Ville et Métropole